

Les salariés d'Akzo Nobel luttent ILS ONT RAISON

- ➔ Les salariés sont en grève pour maintenir leur emploi à Montataire et contre les délocalisations et externalisation des services.
- ➔ Le Front de gauche, le PCF et ses élus les soutiennent.
- ➔ 36 salariés sont menacés de licenciements et la fermeture d'un atelier est annoncée.



Une stratégie financière qui met l'avenir de l'entreprise en danger

En externalisant la comptabilité en Pologne ou en Inde, Akzo Nobel fait le choix d'aller vers les pays à bas coûts de main-d'œuvre. Ce groupe fait **le choix délibéré de licencier celles et ceux qui participent à l'innovation et qui pourraient créer les produits de demain**. Selon les travailleurs, l'externalisation des services comptables et du laboratoire ne manquera pas à terme de fragiliser l'entreprise. **C'est le choix à court terme de l'actionariat contre la vraie compétitivité et le respect des salariés.**

Une entreprise rentable qui fait des licenciements boursiers

Oui : Akzo Nobel fait des bénéfices et est rentable, bien que ce groupe affiche une perte en provisionnant une hypothétique perte à venir (procédé dit « goodwill ») de 2,5 Mds €.

- ➔ Il verse des millions d'euros à la maison mère néerlandaise.
- ➔ Il a des filiales implantées dans les paradis fiscaux.
- ➔ Il a une trésorerie saine (1,6 Md de cash) et un taux d'endettement de 10 %.
- ➔ Il verse 250 millions € de dividendes à ses actionnaires.
- ➔ 5 cadres ont touché une prime de rentabilité de 2,6 millions €, tandis que la part des salaires dans les richesses créées n'a fait que diminuer passant de 20 % en 1990 à 14 % en 2013. Les salariés racontent des conditions de travail dégradées, une gestion du personnel par la peur et le stress.

Donc de l'argent, il y en a, et c'est pour verser toujours plus de dividendes à ses actionnaires qu'Akzo Nobel restructure.

Premières victimes de l'ANI

Dès le 4 juillet, s'appuyant sur la nouvelle loi, suite à la signature de l'accord national interprofessionnel (ANI) simplifiant et accélérant les plans de licenciements, les actionnaires et la direction néerlandaise ont décidé de délocaliser les activités de comptabilité en Pologne et en Inde et celles de la Recherche en Angleterre. Le site de Montataire serait le 2^e concerné en Europe mais devraient suivre ceux de l'Espagne, l'Italie et la Grèce. 3 500 personnes seraient concernées dans le groupe.

Les salariés ne doivent pas être les dindons de la farce et nous appelons la population à les soutenir pour faire valoir leurs droits.



Nous proposons

- un projet de loi pour **interdire les licenciements boursiers et les suppressions d'emplois abusives**. Le Front de gauche et ses parlementaires ont déposé ce projet le 16 mai 2013 ;
- **une politique publique qui favorise l'emploi, la formation, l'investissement dans les entreprises**, alors que chaque année sont déversés 220 Md € d'argent public qui vont alimenter les profits supplémentaires des entreprises et donc les actionnaires ;



**L'ALTERNATIVE
À L'AUSTÉRITÉ
C'EST POSSIBLE**



**INTERDISONS
LES LICENCIEMENTS
BOURSIERS**

- une véritable loi de sécurisation sociale de l'emploi et de la formation ;
- il faut aussi **des droits nouveaux et pouvoirs des travailleurs** pour :
 - des droits suspensifs en cas de licenciements, de fermeture ou de délocalisations et contraindre les entreprises à des alternatives à ceux-ci.
 - une représentation des salariés à tous les niveaux de décisions pour contrebalancer celui des actionnaires, pour contrôler et utiliser les fonds publics vers l'investissement et l'emploi.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____